

Compte rendu

« Rebecca Rodgers *Les bourgeoises au pensionnat. L'éducation féminine au XIX^e siècle.* Collection "Histoire", Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007, 390 p. »

Christine Piette

Recherches féministes, vol. 21, n° 2, 2008, p. 200-203.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/029456ar>

DOI: 10.7202/029456ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

Le texte qui clôt l'ensemble, signé Anne Saris, aborde la question de l'instauration de tribunaux islamiques au Canada à partir d'un questionnement sur les fondements juridiques canadiens.

Un ouvrage de ce type permet d'offrir, à travers la diversité de sujets et de perspectives qu'il recèle, une vision kaléidoscopique des champs d'intérêt et des préoccupations des féministes qui écrivent en français. En cela, il saura intéresser un lectorat assez large, mais surtout il permettra de laisser des traces dans l'histoire du féminisme contemporain et de documenter le travail qui se fait dans des réseaux trop souvent réduits à la marginalité à cause de la position périphérique des pays d'où viennent ces chercheuses (Haïti, Maroc, Amérique latine) ou à cause de la langue de diffusion de ces travaux. Cependant, on ne peut s'empêcher de relever l'absence de textes abordant les débats théoriques qui ont cours à l'intérieur des féminismes sur les thèmes connexes à la notion de frontière et qui auraient pu donner un peu de profondeur à ce recueil. Alors que s'ouvre à Rabat, au Maroc, la 5^e Conférence sur les recherches féministes dans la francophonie plurielle, on peut s'attendre à un retour sur plusieurs des questions qui ont été effleurées très superficiellement dans cet ouvrage. Et il faudra bien un jour débattre des implications qui découlent de cette démarche qui pense et regroupe les féminismes à partir de catégories identitaires empruntées à d'autres sphères comme la francophonie, une construction politique hautement problématique en ce qu'elle fonctionne à la base sur des rapports issus de la grande période coloniale européenne.

CHANTAL MAILLÉ
Université Concordia

⇒ **Rebecca Rodgers**

Les bourgeoises au pensionnat. L'éducation féminine au XIX^e siècle.
Collection « Histoire », Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007,
390 p.

Cet ouvrage, préfacé par Michelle Perrot, est une très bonne traduction d'un ouvrage d'abord paru aux États-Unis en 2005 sous un titre plus précis et plus conforme à son contenu, soit *From the Salon to the Schoolroom: Educating Bourgeois Girls in Nineteenth-century France*. Il a pour objectif de comprendre comment l'éducation a contribué à la formation de l'identité féminine chez les jeunes bourgeoises françaises au XIX^e siècle. Selon Rebecca Rodgers, cette identité a été beaucoup trop schématiquement résumée à la maternité et à la vie domestique. L'auteure s'insurge donc contre cette vision réductrice qui « fait l'impasse sur la possibilité de mener une vie différente et d'exercer une autorité sociale et culturelle hors de la famille qu'offrent aux femmes l'enseignement et la vie religieuse » (p. 24); qui « masque la complexité croissante des classes moyennes résultant des

changements économiques et urbains » (p. 24) et qui « n'offre pas même l'ombre d'une réponse à la question de savoir comment est apparue en France cette idée du lien de la femme avec la vie familiale » (p. 24). Le livre tente donc de combler ces vides en expliquant pourquoi l'idéologie domestique a pu triompher au sein de la bourgeoisie et en soulignant comment l'éducation a contribué à ce triomphe « tout en en sapant l'assise » (p. 24).

Rodgers n'est pas la première à aborder le sujet de l'éducation des filles en France au XIX^e siècle. Elle reconnaît ce qu'elle doit, en particulier, à l'historienne pionnière en la matière qu'a été Françoise Mayeur et précise en quoi, trois décennies plus tard, sa propre étude cherche à élargir le questionnement et les perspectives chronologiques et géographiques. L'ouvrage poursuit ainsi un programme ambitieux qui, à plusieurs égards, conteste les idées reçues. Il remet d'abord en cause l'interprétation qui a prévalu depuis la Troisième République à savoir que l'enseignement secondaire des filles commence, pour ainsi dire, avec les lycées et les collèges des années 1880. De nombreux établissements religieux, mais encore plus d'écoles laïques existaient depuis le début du siècle et surtout à partir des années 1830. Même si un certain nombre d'élèves, surtout celles qui venaient des milieux bourgeois les plus élevés, s'intéressaient surtout aux arts d'agrément (musique, danse et peinture), l'enseignement que l'on y prodiguait était loin de s'y limiter. L'ouvrage conteste aussi le fait que les femmes bourgeoises aient été confinées à l'espace privé. Même si la professionnalisation des femmes suit un cheminement difficile, Rodgers présente des milliers de femmes pédagogues qui agissent dans la sphère publique : elles écrivent sur l'enseignement à donner aux filles, réclament des écoles secondaires et des écoles normales et travaillent comme enseignantes ou comme directrices d'établissement. Rodgers évoque ainsi des facettes multiples de la vie quotidienne française qui empêchent de réduire la réalité à une image unique. L'étude nuance également la vision traditionnelle qui veut que les pensionnats n'aient été que des instruments de « soumission et de dressage » (p. 12). Elle démontre bien qu'ils ont aussi été « producteurs de savoirs, de désirs et de rêves », comme le souligne Perrot dans la préface (p. 12). L'auteure ne cache pas les problèmes liés à l'enseignement donné aux filles; elle prend néanmoins le contrepoint des idées reçues qui avancent qu'il n'a eu qu'un rôle négatif et explique avec beaucoup de nuances comment il a aussi contribué à l'émancipation des femmes. Son étude « démontre que l'enseignement est un des moyens importants permettant aux femmes de la bourgeoisie non seulement de s'adapter à l'apparition de la société urbaine contemporaine mais aussi d'influer sur elle » (p. 25).

L'ouvrage de Rodgers est divisé en trois parties qui suivent une démarche identique, soit juxtaposer, d'une part, les discours et les représentations et, d'autre part, les pratiques d'enseignement au sein des établissements. La première partie, qui englobe les années 1800 à 1830, analyse les tentatives post-révolutionnaires de reconstruction de l'enseignement des filles, enseignement pour ainsi dire disparu avec le bannissement des communautés religieuses pendant la Révolution. Après

avoir présenté les débats sur les études convenant aux femmes, Rodgers procède à la description du paysage éducatif avec ses enseignantes, ses programmes et ses pratiques éducatives. En réponse aux historiens et aux historiennes qui ont insisté sur le conservatisme politique qui marque cette période de repli des femmes au sein du foyer, l'auteure présente une réalité plus nuancée où les femmes éduquées sont « loquaces et actives » (p. 26) et où l'analyse des voix individuelles d'élèves et d'enseignantes envoient des messages complexes.

La deuxième partie, consacrée aux années 1830-1870, est celle du triomphe de l'idéologie domestique. Après le troisième chapitre sur les publications d'époque concernant la place des femmes dans le nouvel ordre bourgeois, les quatrième et cinquième chapitres portent sur l'évolution de la profession d'enseignante chez les laïques et chez les religieuses que l'on a trop souvent opposées, selon l'auteure. Le sixième chapitre traite de l'offre scolaire de plus en plus diversifiée dont bénéficient les jeunes bourgeoises. En dehors de l'État, alors indifférent à l'enseignement secondaire des filles, croissent en effet des milliers d'établissements laïques et religieux. Ces écoles ne conduisent pas au baccalauréat, ne donnent pas accès à l'Université et sont essentiellement conçus pour renforcer les rôles sexués dans la société bourgeoise. Le contenu de leur enseignement devient cependant avec le temps de plus en plus sérieux et, paradoxalement, tout en cherchant à mieux préparer les femmes à leurs responsabilités domestiques, ils leur ont, en même temps, ouvert peu à peu les portes de la sphère publique.

La troisième et dernière partie de l'étude de Rodgers concerne la dernière moitié du siècle et insiste sur la manière dont la culture et la politique s'entremêlent dans les discussions sur l'éducation des filles de la bourgeoisie. On y voit bien comment les « questions culturelles, et en particulier l'éducation, sont au cœur des définitions de la démocratie et de la société citoyenne » (p. 259). On suit, dans le chapitre sept, les batailles menées par les esprits républicains pour soustraire l'« esprit » des femmes à l'emprise de l'Église, la position féministe sur l'éducation des filles et la réponse religieuse. Le chapitre huit présente l'exportation du modèle français dans les colonies de l'Algérie et du Sénégal, de même que la mission catholique en terre protestante américaine. Paradoxalement, à l'intérieur de la France, l'État combat l'influence religieuse, mais c'est cette dernière qui représentera le mieux les valeurs françaises à l'extérieur. Le rôle joué par l'enseignement secondaire des filles, surtout religieux, dans la construction de l'identité nationale et de l'expansion coloniale s'avère crucial.

Le corpus documentaire consulté est impressionnant par sa variété et son ampleur. Rodgers a exploré de nombreux fonds d'archives conservés aux Archives nationales et dans les archives départementales de plus d'une quinzaine de départements éparpillés sur le territoire; elle a eu accès aux fonds d'importantes communautés religieuses enseignantes; elle a exploité des journaux féministes et d'autres relatifs à l'éducation et épluché les almanachs du commerce d'une trentaine de départements afin d'y repérer les établissements scolaires. En plus, bien sûr d'une

importante bibliographie et de sources imprimées comportant un grand nombre de mémoires, de journaux intimes, de correspondances et de traités sur l'éducation. Son ouvrage est complété par des tableaux et des cartes qui facilitent la visualisation des données quantitatives, par d'agréables illustrations d'époque et par des annexes utiles sur les écrivaines pédagogiques (qualifiées, bien sûr, dans la traduction effectuée en France, d'« écrivains » pédagogues...), sur le corps enseignant et les directrices d'établissement. Un index des noms et des lieux de même qu'un index thématique complètent le tout.

On pourrait reprocher à l'auteure l'absence de définition de ce qu'elle entend par bourgeoisie (son étude va parfois au-delà de ce groupe social, même compris de façon large), de même qu'un certain flou sur le contenu des programmes s'adressant à des catégories sociales différentes. On peut aussi mentionner que la section sur l'expansion coloniale, malgré son originalité et son intérêt, s'intègre, quant à moi, avec une certaine difficulté au reste de la démonstration. Ce sont là quelques reproches bien mineurs et l'ouvrage *Les bourgeoises au pensionnat* peut être salué comme une publication de grande qualité. L'ouvrage en question est le fruit d'un travail fouillé et nuancé; la mise en contexte du sujet est éclairante; l'exploitation systématique de l'historiographie anglophone enrichit les références et permet des comparaisons constantes et d'un grand intérêt avec le contexte britannique, entre autres. C'est donc là une excellente illustration d'une étude qui montre comment l'histoire des femmes permet de mieux comprendre l'histoire tout court.

Bien préparée à son sujet par un premier livre sur l'institution des demoiselles de la Légion d'honneur, créée par Napoléon pour faire des orphelines de guerre des « petites filles modèles », Rodgers livre, dans ce second ouvrage, la somme de ses travaux des quinze dernières années. Le parcours de vie de l'auteure, décrit de façon fort intéressante en avant-propos, s'avère très éclairant quant au contenu de l'ouvrage. À cheval sur les continents américain et européen par son père et sa mère, par ses années de formation comme par son cheminement professionnel, Rodgers a puisé aux deux contextes sur le plan de la conception de l'histoire et des connaissances historiographiques. Comme elle le dit elle-même, « [v]ivre entre deux cultures, c'est aimer les deux, critiquer les deux, être prête à saisir ce qui est bien dans l'une pour l'utiliser dans l'autre, c'est accepter de vivre toujours un peu en marge » (p. 17). L'influence de la discipline qu'est l'histoire des femmes, dont elle a assimilé les méthodes et la philosophie aux États-Unis pour les appliquer avec beaucoup d'intelligence à un objet d'étude français, constitue certes l'un de ces apports d'une culture à l'autre qu'apprécieront particulièrement les lecteurs et les lectrices de la revue *Recherches féministes*.

CHRISTINE PIETTE
Université Laval